



Bruxelles, le 2 septembre 2014  
(OR. fr)

12779/14

JUR 593  
SAN 330  
MI 614  
COMPET 490  
FISC 121  
INST 393

## NOTE D'INFORMATION

Origine:	Service juridique
Destinataire:	Comité des représentants permanents (1 <sup>re</sup> partie)
Objet:	<b>Affaire portée devant la Cour de justice</b> = Affaire C-358/14 République de Pologne contre Parlement européen et Conseil de l'Union européenne = recours en annulation de la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes, et abrogeant la directive 2001/37/CE (JO L 127 du 29.04.2014, p. 1)

1. Le 22 juillet, en vertu de l'article 263 TFUE, la République de Pologne a introduit devant la Cour de justice de l'Union européenne un recours contre le Parlement européen et le Conseil tendant à l'annulation des dispositions de la directive 2014/40/UE qui sont relatives aux produits du tabac contenant un arôme caractérisant, à savoir l'article 2, point 25, l'article 6 paragraphe 2 point b), l'article 7 paragraphes 1 à 5, paragraphe 7 première phrase et paragraphes 12 à 14, ainsi que l'article 13 paragraphe 1 point c). Cette requête a été signifiée au Secrétariat Général du Conseil le 24 juillet 2014.
2. À l'appui de son recours, la République de Pologne soulève trois moyens. Le premier moyen est tiré de la violation de l'article 114 du TFUE. La République de Pologne met à cet égard l'accent sur l'absence de divergences entre les législations nationales relatives aux cigarettes mentholées et sur l'absence de risque d'apparition de telles divergences.

3. Le deuxième moyen est tiré de la violation du principe de proportionnalité. La République de Pologne soutient dans ce contexte entre autre que l'interdiction des cigarettes mentholées est inapte à protéger la santé des jeunes car il n'y aurait pas de lien entre l'arôme de menthol et l'attractivité du produit de tabac pour les jeunes. En outre, le législateur de l'Union aurait du prendre en considération des mesures moins restrictives, le risque de faciliter l'émergence d'un marché gris pour les cigarettes mentholées et les impacts sociaux et économiques spécifiques sur la République de Pologne.
  4. Le troisième moyen est tiré de la violation du principe de subsidiarité.
  5. Selon l'article 124, paragraphe 1, du règlement de procédure de la Cour de Justice de l'Union Européenne, le Conseil doit déposer un mémoire de défense dans un délai de deux mois à compter de la signification de la requête. Ce délai a été prolongé jusqu'au 6 novembre 2014.
  6. Le Directeur général du Service juridique a nommé comme agents du Conseil dans cette affaire Mme Marion SIMM, M. Joachim HERRMANN, M. Krzysztof PLEŚNIAK et M. Olivier SEGNANA, Conseillers juridiques au Service juridique du Conseil.
-